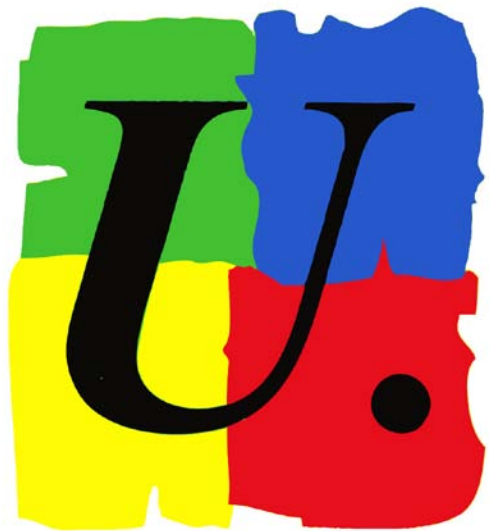




À quoi bon voter ?

Vous allez être appelés en mars à voter dans le cadre d'une consultation électorale visant à mesurer la représentativité des différents syndicats du ministère de la culture. Vous connaissez ces consultations, improprement appelées « référendum », elles ont lieu tous les trois ans. Comme d'habitude, chaque syndicat va tenter de vous convaincre de voter pour lui. Comme d'habitude, chacun avancera d'excellents arguments. Mais une question va peut-être surgir dans l'esprit de certains d'entre vous : « à quoi bon ? ».

Il ne s'agit pas d'une boutade, cette question est d'autant plus sérieuse qu'elle paraît fondée, et qu'elle peut amener à des taux d'abstention préoccupants.

Ce n'est pas une question simple, elle pose le problème de la confiance à deux niveaux au moins : celui de la fiabilité des institutions et celui de leur efficacité. Autrement dit : « A quoi bon faire confiance aux syndicats, puisque de toute façon, au bout du compte, c'est chacun pour soi ? » Et d'autre part : « A quoi bon tenter de combattre les réformes en cours, puisqu'on nous dit que tout est déjà réglé ? »

Il n'est pas facile pour un syndicat d'aborder ces questions, il est plus aisé de s'en tenir aux recettes éprouvées, de faire le bilan de nos grandes et petites victoires, de promettre de faire encore mieux et de dresser un cahier

de revendications en essayant d'éviter qu'il ressemble à une liste d'incantations.

Tout cela nous le ferons. Mais en même temps, il ne nous semble pas possible de faire comme si ces questions-là n'existaient pas, de passer sous silence les constats désabusés qui conduisent tant de collègues à baisser les bras, à renoncer à affronter des forces que l'on pressent incroyablement puissantes, mais qui tirent une grande part de leur puissance de nos propres peurs.

***Il faut résister à cet
« à-quoi-bonnisme » généralisé***

Cette crise de confiance et cette résignation induisent un repli sur soi qui peut être la marque d'une très grande souffrance. En tant que syndicalistes, nous sommes terrifiés de voir à quelle vitesse se propage ce mal, dans quelles proportions cette souffrance se généralise. En tant que syndicalistes de la FSU, nous y sommes particulièrement sensibles, assistant dans la sphère de l'éducation à une montée des intolérances et des situations de marginalisation contre laquelle les collègues doivent se battre pied à pied.

Tout cela n'est pas naturel, ce fléau porte un nom : l'individualisme, il a une cause : le capitalisme. Il y a des riches et des pauvres, c'est aussi simple que ça. Il y a ceux qui possèdent, et dont l'avidité est sans bornes, et ceux qui ne possèdent rien,

FSU. Culture :

SNAC-FSU.

Syndicat National d'Action Culturelle,
12, rue de Louvois 75002 Paris.
Tél. : 01 40 15 51 32
snac-fsu@culture.gouv.fr,
<http://snac.fsu.fr>

SNASUB-FSU.

Syndicat National de l'Administration Scolaire Universitaire et des Bibliothèques. 104, rue Romain Rolland 93260, les Lilas
snasub.fsu@snasub.fr
<http://www.snasub.fsu.fr>

SNESUP-FSU.

Syndicat National de l'Enseignement Supérieur.
78, rue du Faubourg St Denis 75010 Paris
Tél. : 01 44 79 96 10
<http://www.snesup.fr>



À quoi bon voter ?

à qui le système accorde « juste ce qu'il faut » pour survivre, « juste ce qu'il faut » de salaire, « juste ce qu'il faut » de loisirs, à qui on permet de penser et de se révolter « juste ce qu'il faut », sans mettre en péril le système, système qui admet par ailleurs à ses marges une misère atroce.

En bref, il y a des exploités et des exploités, et tous les éléments de l'arsenal utilisé par les nouveaux « managers » qui prétendent prendre en main nos destins – les « objectifs individuels », les « primes au mérite », les « contrats de performance », les « évaluations » etc. – ne sont que les derniers gadgets à la mode pour faire ce que le capitalisme a toujours fait : favoriser l'entente entre les riches et la concurrence généralisée entre les pauvres.

Les agents du MCC sont des travailleurs

Certains sont heureux dans leur travail, mais ils sont de moins en moins nombreux car les réformes qui transforment les conditions dans lesquelles s'effectuent leurs missions ne sont pas faites pour eux, mais pour ceux qui possèdent quelque chose (des moyens de production, un capital économique, un statut inattaquable). Ces réformes ne sont pas faites non plus dans l'intérêt des usagers, car ceux qui possèdent n'ont pas besoin de citoyens éclairés, ils ont besoin de consommateurs passifs ; partant, ils n'ont pas besoin d'un service public de la culture, ils ont besoin d'industries culturelles.

Il règne une ambiance malsaine au ministère ces derniers temps. Depuis quelques années, un sentiment diffus de peur semble se généraliser : peur de l'avenir, peur de l'autre, peur du chef ou du collègue.

En important au cœur du service public une morale issue de l'entreprise privée (« rentabilisez », « faites des économies », « faites des bénéfices », etc.), le pouvoir politique importe en même temps les méthodes du privé, dont on connaît la brutalité actuelle, et dont on ressent l'incompatibilité avec l'accomplissement des missions de service public.

Les vœux virtuels du ministre

Mais ce qui semble nouveau, c'est que la peur agit dans les deux sens, et notre ministre, qui craint d'être chahuté, nous adresse ses vœux par vidéo interposée. L'histoire nous apprend que, quand un chef commence ainsi à avoir peur de son peuple, à redouter son contact, rien de bon ne peut en résulter.

Mais que le ministre s'adresse à nous à travers une machine parce qu'il a peur de nous est assez anecdotique ; ce qui l'est moins, c'est qu'il justifie cette méthode en estimant que, par ce truchement, il peut s'adresser à « chacun » des agents du ministère. Il s'agit donc d'un dispositif d'un type particulier : chacun d'entre nous, isolé dans son bureau, reçoit la parole ministérielle sans pouvoir répondre, sans pouvoir échanger avec les

Chômage, précarité, surendettement... En période de crise et avec un système politique ultra-libéral, les familles les plus touchées sont celles dont les revenus sont les plus bas. Pourtant, ce sont celles qui votent le moins. C'est également vrai dans la fonction publique. Au MCC, les agents les plus malmenés par la RGPP sont les agents de catégories C, les CDD, les vacataires... Ils sont surveillants, jardiniers, adjoints administratifs... Ce sont eux que le gouvernement attaque en premier, parce que plus fragiles socialement et moins habitués à décrypter les lois et les réformes, ni donc à mesurer les conséquences sur le quotidien de leur vie professionnelle et de leur vie privée. La FSU Culture s'engage à expliquer clairement les enjeux de toutes les réformes sans utiliser la langue de bois, afin que tous nous prenions conscience de la société que ce gouvernement veut nous imposer. On ne renonce pas, on se bat. En votant FSU Culture, nous affirmons le rejet de la RGPP.



À quoi bon voter ?

collègues, sans convivialité autour des petits fours habituels.

Le fait est d'importance car toute la conception que notre ministre se fait de sa fonction semble construite là-dessus : il ne s'adresse pas à « tous » les agents, ce qui eût constitué une véritable démarche démocratique, il apparaît – en effigie animée – à « chacun ».

Tous ensemble ou chacun sa peau ?

Il n'y aurait pas lieu de développer sur ce thème s'il ne touchait qu'à la forme du message, à son dispositif technique. Le point réellement préoccupant, non seulement pour les agents du ministère mais pour la démocratie qu'ils sont sensés servir, c'est que cette question touche au fond et non pas seulement à la forme : à entendre notre ministre, c'est là le fondement de sa politique culturelle. Car il est porteur d'une politique culturelle définie, comme jadis Malraux et Lang, mais la politique culturelle actuelle va comme un gant à un homme qui a déclaré aux syndicats : « Je suis un ministre de ce gouvernement, j'applique la politique de ce gouvernement ». C'est une politique ultra-libérale.

Finie la « démocratisation culturelle » de Malraux, qui avait ses bons et ses mauvais côtés mais qui reposait sur une conception de l'accès de tous à la culture. Finie la « démocratie culturelle » de Lang, qui entendait reconnaître la pluralité des cultures, et permettre à tous de promou-

voir différents niveaux d'expression culturelle. Désormais, c'est « la culture pour chacun » et « la culture de chacun ».

Le seul problème, c'est qu'à lire un siècle et demi d'anthropologie, on se rend vite compte qu'une addition d'individus qui pensent, vivent et sentent chacun dans leur coin, ça ne fait pas une culture, ça peut produire une mécanique sociale totalitaire, mais pas une culture.

La « culture pour chacun » prônée par le ministre peut sans doute faire un joli slogan publicitaire, mais ça n'a aucun sens, si ce n'est le signal d'une marchandisation généralisée, l'ouverture d'un grand supermarché culturel où « chacun » vient se servir au gré de ses caprices, c'est-à-dire au bout du compte des conditionnements qu'il s'est laissé imposer.

Le discours du « chacun sa culture » n'est pas une déclaration d'intérêt général

C'est un renoncement, qui laisse la place aux ghettos sociaux, aux communautarismes étouffants, aux particularismes étriqués. En tant que militants syndicaux FSU, nous nous inscrivons pleinement dans l'oeuvre universaliste et progressiste des conventionnels de 1793 qui firent du Louvre le premier « Musée central des arts de la République ».

Les collections royales devenues biens nationaux furent mises au service de l'édification et de

La Culture ne doit pas être réduite

aux pratiques, aux stratégies de survie sociale des uns et des autres dans lesquelles la conscience surnage. La Culture se hisse au-dessus des rapports de production et donne au superflu la valeur de l'essentiel parce qu'elle est simplement « la vie avec la pensée ». La vie des uns avec la pensée des autres et vice-versa pour qu'une vision partagée du monde - *Weltanschauung* - soit possible et non le « spectacle » ininterrompu de notre défaite. La Culture n'est pas le bien d'un petit nombre de gens donné en représentation au plus grand nombre mais le centre d'une représentation sociale collective, du « là où nous voulons vivre ensemble ».



À quoi bon voter ?

l'instruction des citoyens ; à cet effet, on créa des écoles de Beaux-arts et des musées provinciaux. C'est dans cette continuité que Malraux inventa plus tard les Maisons de la Culture.

Le gouvernement actuel a choisi la rupture. Sans aucune hésitation, cette voie n'est pas la nôtre, car elle conduit à une situation où notre ministère ne sera plus, à terme, qu'une structure de gestion, de distribution et d'attribution de marchés de la culture à des partenaires privés ou à des établissements anciennement publics devenus opérateurs privés.

CECI EST UN DÉNI DE DÉMOCRATIE

Avec la RGPP et les autres prétendues « réformes », le gouvernement a rompu la confiance. C'est grave, et nous nous élevons résolument contre une politique qui entend nous priver des moyens d'être ce que nous sommes : des agents de l'Etat au service d'un public de citoyens.

Qu'est-ce qu'un syndicat selon la FSU Culture ?

C'est une association de travailleurs qui choisissent de combattre ensemble les injustices

qui leur sont faites, en luttant collectivement contre les abus des patrons, des hiérarchies, des pouvoirs, et pour obtenir une amélioration des conditions de travail. A chaque époque, les visages de l'injustice sont différents, nous ne vivons pas dans une société totalitaire, heureusement, ni dans une société nationaliste, même si M. Besson et ses amis cherchent à nous entraîner dans cette voie. Mais nous vivons à coup sûr dans une société qui pulvérise les solidarités, autre forme de barbarie.

Un syndicat est un outil qui permet d'agir sur ses conditions de travail, à travers les réunions de section, les travaux communs et, éventuellement, pour ceux qui le souhaitent, à travers différents mandats.

Un syndicat n'est pas une organisation séparée des travailleurs, et surtout, il ne se réduit pas à ses instances. A chaque fois que les dirigeants de l'un ou l'autre de nos syndicats ont trahi la confiance de leurs adhérents, ils l'ont payé très cher d'une manière ou d'une autre. Eventuellement, nous en faisons tous les frais. Cela tient au fait qu'on ne « dirige » pas un syndicat, au mieux on le représente. Un secrétaire général n'est pas un patron et un bureau national n'est pas un conseil d'administration, ce sont des travailleurs

La FSU Culture

refuse que les missions des agents du ministère soient assimilées à des besognes de camelots qui touchent des pourcentages sur des produits culturels qu'ils placent à des clients.

La FSU Culture

appelle les pouvoirs publics à un minimum de décence dans sa manière de considérer les personnels et les usagers.

La FSU Culture

dénonce l'abandon de poste que constitue le désengagement de l'Etat en matière de culture, elle en refuse les conséquences en termes de coupes claires dans les budgets et les effectifs.



À quoi bon voter ?

(en ce qui nous concerne : des agents) qui sont payés (c'est la loi) pour représenter les autres et défendre les intérêts communs. Ils mettent leur expérience et leur savoir-faire au service de leurs adhérents et de l'ensemble des agents, ils développent petit à petit des savoirs spécialisés qu'ils exercent face à l'administration, soit dans les négociations, soit dans les confrontations, mais ils restent des professionnels des musées, des bibliothèques, de l'archéologie, etc.

LE SYNDICAT, C'EST VOUS, c'est l'ensemble des militants, des adhérents, des sympathisants qui s'investissent, prennent des responsabilités, donnent un coup de main quand c'est nécessaire. Voilà en tout cas la philosophie de la FSU : le débat comme principe fondateur, la confrontation d'idées dans l'élaboration collective de textes et de programmes d'action, le travail en AG et en Intersyndicale.

Un syndicat n'est pas un parti politique, il n'a pas vocation à porter quelqu'un au pouvoir. Un syndicat est un contre-pouvoir, c'est même le seul contre-pouvoir légal dans un régime démocratique.

ALORS : SERVEZ-VOUS EN !

Ce n'est pas une mafia !

Un syndicat n'est pas non plus une mafia. Il n'est pas là pour procurer à ses membres des avantages personnels. Si des syndicats promettent des passe-droits (« inscrits-toi chez nous et tu seras promu »), ils ne jouent pas leur rôle de syndicats, ils font autre chose, quelque chose de pas très beau et qui discrédite le syndicalisme. Mais disons-le tout net, si les pratiques de passe-droit et « d'arrangements » existent, elles sont largement moins fréquentes qu'on ne le dit généralement et, là encore, l'expérience montre que si une organisation entretient de telles pratiques, elle se condamne à de fortes déconvenues. Elle peut en revanche provoquer des dégâts durables, entraînant un discrédit de l'ensemble de l'action syndicale, et si ce discrédit profite à quelqu'un, ce n'est certainement pas aux agents.

Soutien ne signifie pas passe-droit : un syndicat assiste les agents à titre individuel lorsque c'est nécessaire. C'est en particulier le rôle des élus en CAP et en CCP de défendre les personnes face à l'administration, défense exercée loyalement et sur un pied d'égalité.

Et n'oubliez pas :

Le syndicat est un outil au service des personnels, les personnels ne sont pas des outils au service du syndicat.

**VOTEZ ET FAITES
VOTER FSU.**